
COUR D'APPEL DE PARIS



TRIBUNAL JUDICIAIRE DE PARIS

ACTIVITÉ 2024

INTRODUCTION

L'année judiciaire 2024 a été marquée par l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques. Afin de se montrer à la hauteur de cet évènement sportif, toute la communauté judiciaire s'est mobilisée. Le tribunal judiciaire de Paris, en lien avec ses partenaires, a adapté son organisation pour faire face à l'augmentation de l'activité et répondre aux enjeux de ce rendez-vous international. Au cœur des Olympiades, le tribunal a par ailleurs accueilli, dans ses murs, le tribunal arbitral du sport.

Au-delà des Jeux, l'activité de la juridiction parisienne est demeurée soutenue. L'année 2024 a été marquée, sur le plan pénal, par la tenue de grands procès. Le travail de pilotage de l'activité en matière d'audience pénal s'est poursuivi avec l'ambition de réduire les délais de jugement et de développer la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC). La juridiction mène également une politique pénale active en termes de gestion des scellés afin de limiter le coût des frais de justice.

Sur le plan civil, le nombre de décisions rendues, à hauteur de 75 711, illustre l'intensité de notre activité. La juridiction a également poursuivi son engagement en faveur des modes amiables de règlement des litiges. Enfin, la création de la 34^{ème} chambre, qui connaît du devoir de vigilance des entreprises, traduit l'adaptation constante de la juridiction aux nouveaux contentieux.

De même, les travaux menés en concertation avec le barreau se poursuivent qu'il s'agisse du projet de refonte du protocole de procédure civile ou du protocole sur l'évolution des pratiques de procédure devant la 3^{ème} chambre civile.

Engagé depuis plusieurs mois dans une démarche qualité, le tribunal a mis en place un plan de transformation et de cohésion managériale réunissant les cadres magistrats du siège et les directeurs de greffe, dans le but favoriser les bonnes relations au sein de l'équipe de travail et renforcer notre efficacité.

Au cours de l'année 2024, l'activité du parquet de Paris s'est déployée afin d'être au plus près des attentes des justiciables dans les domaines les plus sensibles : la protection des plus vulnérables, la lutte contre la criminalité organisée au sein de laquelle le narcobanditisme, les fraudes massives, la cybercriminalité, le blanchiment, la corruption. La lutte contre la haine en ligne s'est intensifiée avec une activité très soutenue du pôle dédié. L'identification des mis en cause agissant par le biais des réseaux sociaux a démontré que l'anonymat n'y existait pas. La protection de l'environnement s'est structurée autour de l'installation du Comité Opérationnel de Lutte contre la Délinquance Environnementale (COLDEN). La délinquance de proximité a pu être contenue, notamment les violences crapuleuses et les cambriolages. Les réponses pénales réactives et lisibles ont été développées. Ainsi, par le recours aux convocations par officier de police judiciaire (COPJ), aux CRPC et aux déférements, ce sont 26 276 mis en cause qui ont été immédiatement informés des poursuites engagées à leur encontre à l'issue de leur garde à vue, les victimes étant également avisées. Nombre de procès ont été médiatiquement relayés, en ce qu'ils ont abouti à des décisions pénales novatrices ou emblématiques. Ainsi, le parquet de Paris a obtenu la première condamnation en matière d'administration de plateforme illicite, dont la mise en examen des administrateurs et la fermeture de l'une d'entre elles. Des procès d'ampleur, de par le nombre de victimes ou la technicité du contentieux concerné, ont également connu une couverture médiatique intense, sans pour autant masquer l'activité pénale du quotidien.

Pour le parquet national financier, l'année 2024 a été marquée par un maintien d'une forte activité correctionnelle, avec 97 condamnations prononcées. L'équilibre de la répartition des contentieux dans les 766 procédures en cours est maintenu, avec des enquêtes en matière fiscale et de probité représentant 46% chacune. En octobre, un colloque organisé à l'occasion des 10 ans du PNF a permis de dresser un bilan des évolutions récentes de la justice pénale économique et financière et de dessiner des pistes de renforcement de son efficacité.

2024 aura également été, pour l'antiterrorisme, une année qui aura vu la menace djihadiste s'aggraver et se concrétiser par l'augmentation de plus de 70% des procédures ouvertes sur ce contentieux. Neuf attentats ont été déjoués, dont trois visant les Jeux olympiques et deux attaques terroristes ont été commises sur le territoire. En revanche, 2024 est la première année sans décès lié au terrorisme sur le territoire depuis 2015. Le rajeunissement des personnes mises en cause et la prise en compte des personnes ayant exécuté leur peine d'emprisonnement sont aujourd'hui deux des enjeux majeurs. Outre les 11 procès d'assises en matière terroriste, deux procès auront été tenus en première instance en matière de répression des crimes internationaux. Pour ces derniers, l'année 2024 aura marqué un basculement du champ géographique des procédures traitées, avec désormais une majorité de dossiers concernant la zone syrienne. La situation géopolitique devrait conforter le besoin d'investir l'ensemble de ces enjeux en 2025.

Enfin, le tribunal a renforcé sa démarche d'ouverture en accueillant de nombreuses délégations étrangères pour des échanges riches sur nos pratiques et plus de 380 collégiens, lycéens, étudiants en sus des auditeurs de justice et fonctionnaires stagiaires.

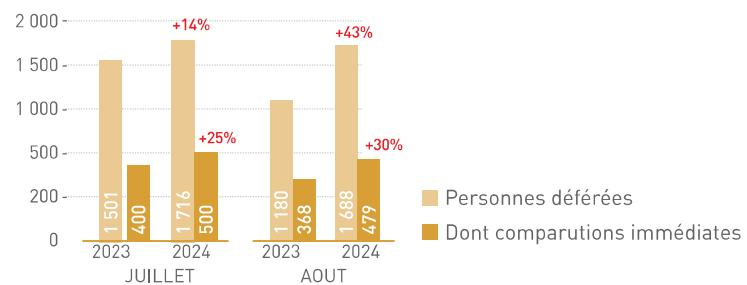
Fidèle aux valeurs qui font notre Justice, le tribunal renouvelle, pour 2025, toute sa confiance portée aux magistrats, greffiers, fonctionnaires et contractuels pour remplir avec engagement, rigueur et fierté nos missions au service des justiciables.

Stéphane Noël
Laure Beccau
Jean-François Bohnert
Olivier Christen

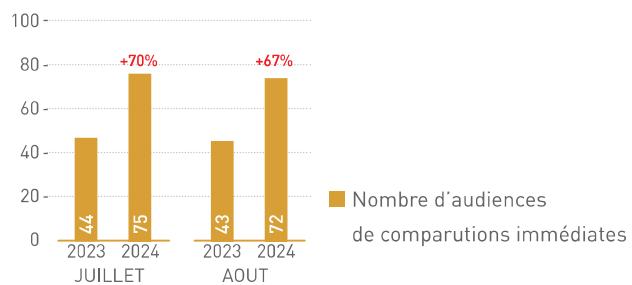
JEUX OLYMPIQUES



IMPACT DE LA PÉRIODE DES JEUX OLYMPIQUES SUR LES DÉFÈREMENTS ET LES AUDIENCES DE COMPARUTIONS IMMÉDIATES



NOMBRE D'AUDIENCES DE COMPARUTION IMMÉDIATE PENDANT LA PÉRIODE DES JEUX OLYMPIQUES



RÉPARTITION ACTIVITÉ CIVILE / ACTIVITÉ PÉNALE



AFFAIRES CIVILES NOUVELLES ET AFFAIRES PÉNALES POURSUIVIES

Du 1^{er} décembre 2023 au 30 novembre 2024

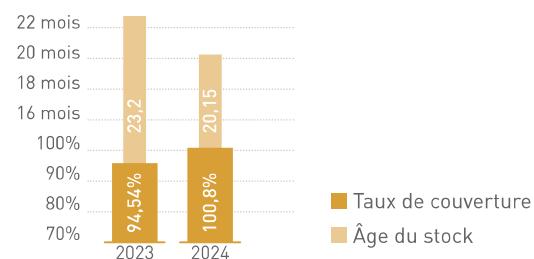
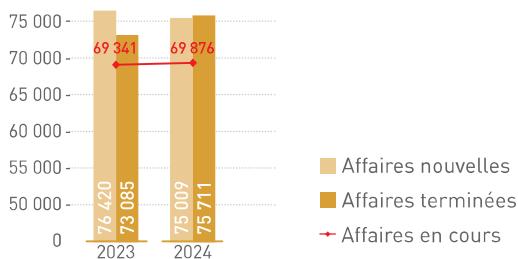


SIÈGE

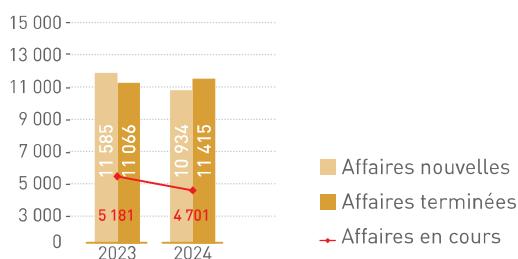


ACTIVITÉ CIVILE

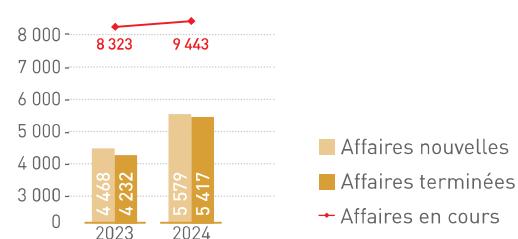
CONTENTIEUX CIVIL



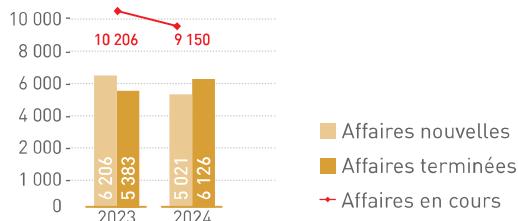
PÔLE DE L'URGENCE CIVILE



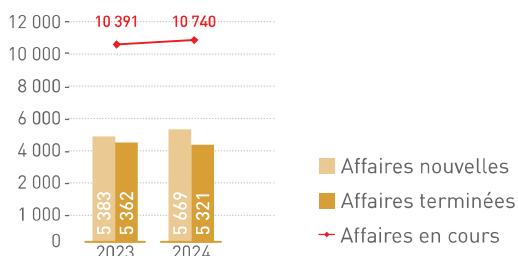
PÔLE DU CONTRAT, DE LA RESPONSABILITÉ ET DE LA RÉPARATION DU PRÉJUDICE CORPOREL



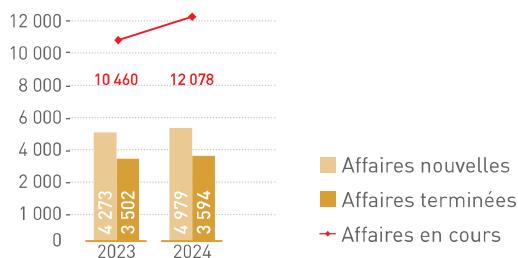
PÔLE ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE



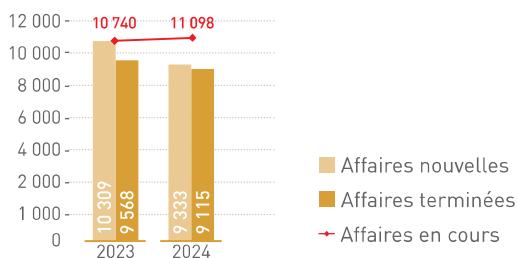
PÔLE PATRIMOINE ET IMMOBILIER



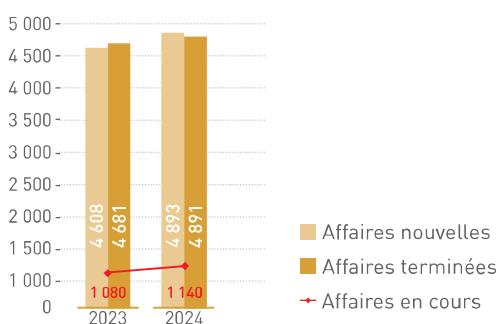
PÔLE SOCIAL



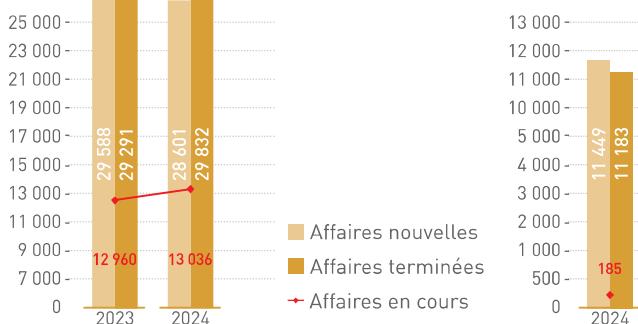
PÔLE FAMILLE ET ÉTAT DES PERSONNES



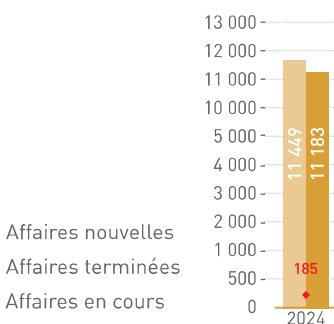
PÔLE DE L'EXÉCUTION



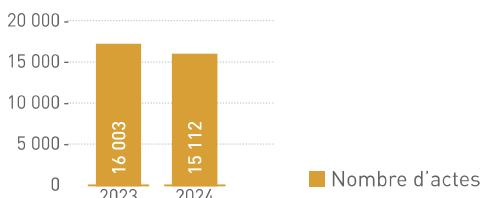
PÔLE CIVIL DE PROXIMITÉ



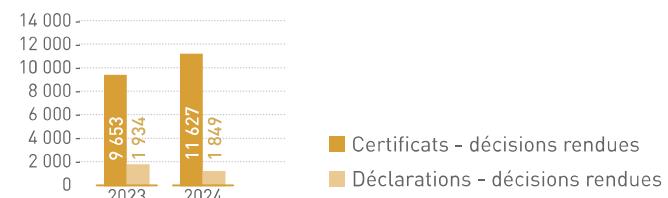
JLD CIVIL



SERVICE DES ACTES DE GREFFES

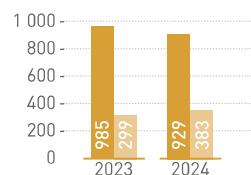


SERVICE DE LA NATIONALITÉ FRANÇAISE



PROTECTION DES MINEURS ET DES MAJEURS

MINEURS



MAJEURS



ACTIVITÉ PÉNALE

Décisions rendues

	Jugements correctionnels + ordonnances pénales + homologations CRPC	Tribunal correctionnel	Tribunal de police	Tribunal de police OP 4 ^e et 5 ^e classe
2024	38 208	20 209	7 303	23 695
2023	33 828	20 670	7 836	-

Instruction

	Ouverture d'information	Fin d'information
2024	1 721	1 682
2023	1 646	1 558

Juge des libertés et de la détention

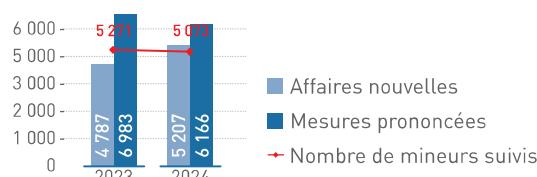
	Décisions rendues	Dont décisions sur la détention
2024	19 632	5 886
2023	17 375	5 331

Application des peines

	Milieu ouvert			Milieu fermé		
	Nouvelles saisines	Mesures clôturées	Affaires en cours	Nouvelles saisines	Mesures clôturées	Affaires en cours
2024	6 999	6 062	9 692	505	485	222
2023	6 529	6 504	8 723	727	485	307

JUSTICE DES MINEURS

Assistance éducative - Juge des enfants



Nombre de peines et mesures

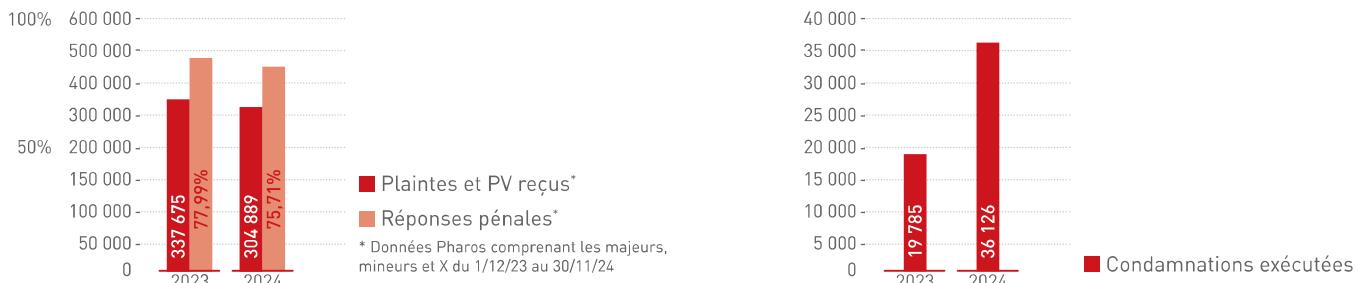
	Devant le TPE	Devant le JE
2024	1 338	1 965
2023	1 240	1 452

Post-sententiel

	Décisions d'application des peines
2024	604
2023	635

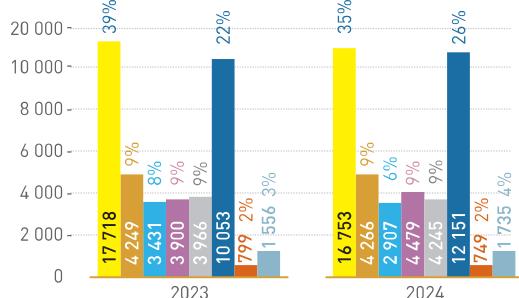


SERVICE PÉNAL



RÉPARTITION DES POURSUITES (MAJEURS)

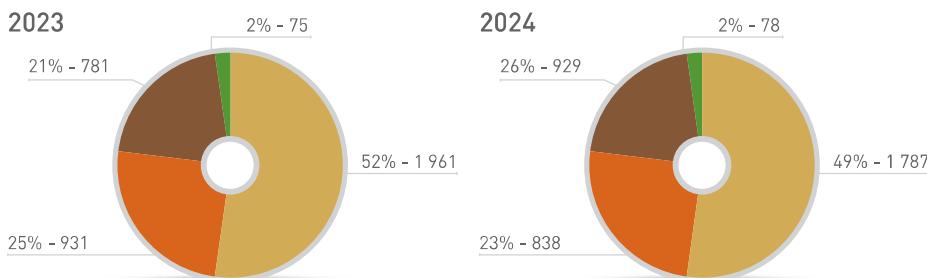
	Plaintes et PV reçus	Affaires poursuivables	Procédures alternatives aux poursuites	Taux de réponse pénale
2024	299 520	61 154	11 502	75,51 %
2023	331 080	61 651	15 873	77,85 %



- Présentations au Parquet
 - Comparutions immédiates
 - Convocations par procès verbal
 - Comparutions sur reconnaissance préalable de culpabilité
 - Convocations par officier de police judiciaire
 - Ordonnances pénales
 - Citations directes
 - Saisines du juge d'instruction
- * Données Pharos du 1/12/23 au 30/11/24

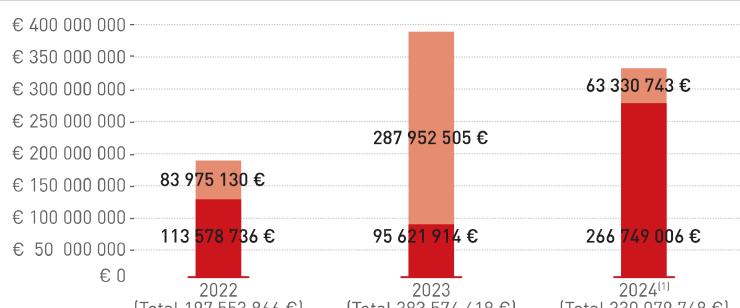
RÉPARTITION DES POURSUITES (MINEURS)

	Plaintes et PV reçus	Affaires poursuivables	Procédures alternatives aux poursuites	Déferrals au Parquet	Taux de réponse pénale
2024	5 369	4 059	1 318	1 787	78,6 %
2023	6 595	4 851	2 025	1 961	78 %



- Déferrals de mineurs
 - Convocations par officier de police judiciaire
 - Convocation par procès verbal (mineurs)
 - Saisines du juge d'instruction
- * Données Pharos 2023/2024 - affaires comportant au moins un mineur

MONTANT DES SAISIES PAR ANNÉE DE 2022 À 2024 (DONNÉES AGRASC)*

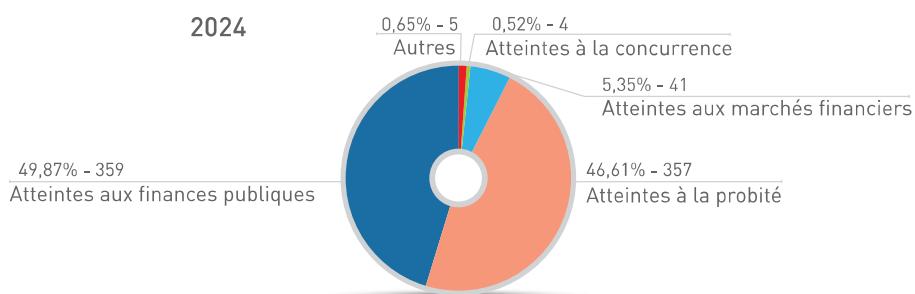


- TJ PARIS
- TJ JUNALCO

*Sont compris :
- Le montant des numéraires reçus par année;
- La valeur estimée des sommes saisies au titres des saisies spéciales : sommes figurant sur les comptes bancaires, les créances figurant sur un contrat d'assurance-vie, comptes-titres, saisies immobilières ;crypto-actifs...
^[1] Du 01/01 au 30/11/2024



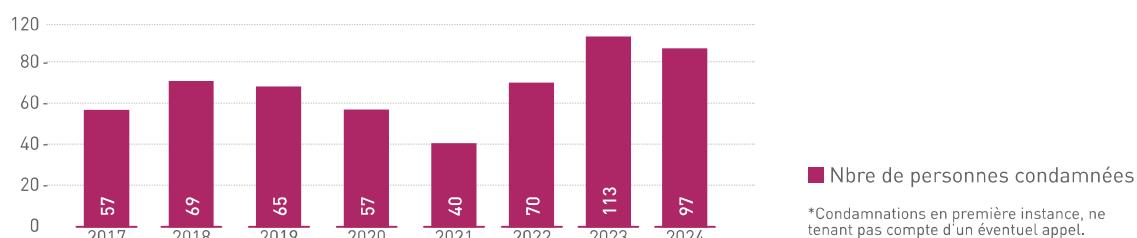
RÉPARTITION DES 766 PROCÉDURES EN COURS AU PARQUET NATIONAL FINANCIER PAR TYPE DE CONTENTIEUX



PROCÉDURES EN COURS

	2022	2023	2024
Procédures en cours	708	781	766
Abus de marché	38	45	41
Atteintes à la concurrence	16	10	4
Atteintes aux finances publiques	331	352	359
Atteintes à la probité	314	370	357

NOMBRE DE PERSONNES CONDAMNÉES*



■ Nbre de personnes condamnées

*Condamnations en première instance, ne tenant pas compte d'un éventuel appel.

SOMMES PRONONCÉES EN FAVEUR DU TRÉSOR PUBLIC*

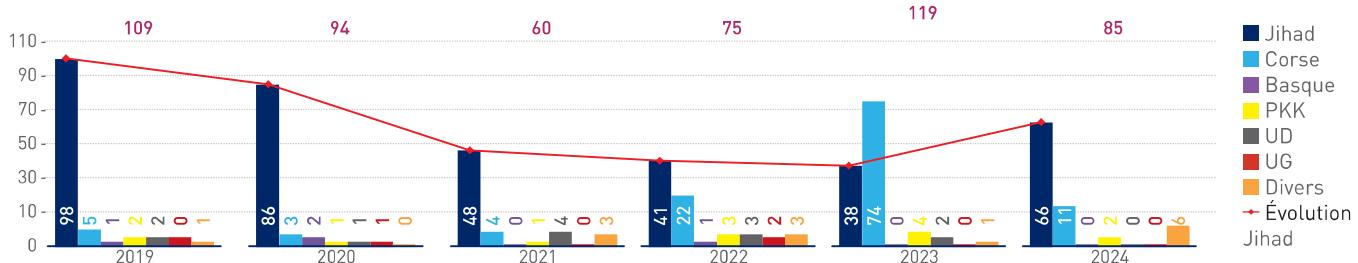
En millions d'euros	Amendes	Confiscations	Dommages intérêts pour l'État	Sommes issues des contrôles fiscaux	Total
2016	17,4	10,5	284,6	1,6	314,1
2017	410,0	157,4	160,2	60,3	787,9
2018	269,4	116,4	408,8	7,2	828,8
2019	4 261,0	33,0	956,0	480,0	5 730,0
2020	2 091,6	121,9	18,7	8,1	2 240,3
2021	56,5	46,8	48,4	21,6	173,1
2022	680,4	3,9	109,9	865,8	1 660,0
2023	284,8	11,2	133,3	53,6	482,8
2024	26,5	35,0	10,6	131,8	203,9
				TOTAL	12 532,2

*Sommes prononcées dans les condamnations en première instance dans les procédures traitées par le PNF et dans les redressements fiscaux connexes, ne tenant pas compte d'un éventuel appel.

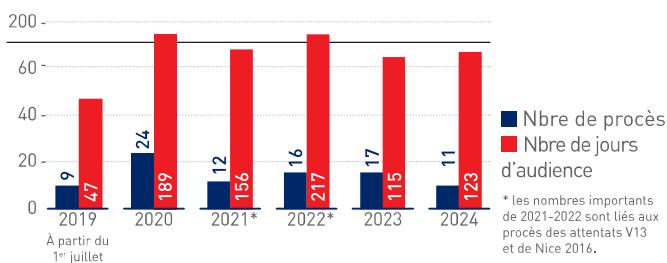


DIVISION LUTTE CONTRE LE TERRORISME

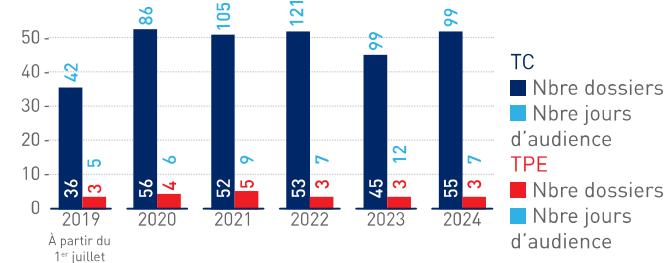
Saisines PNAT dans le contentieux terroriste



Cour d'assises en première instance, en matière terroriste : nombre de procès et nombre de jours d'audience

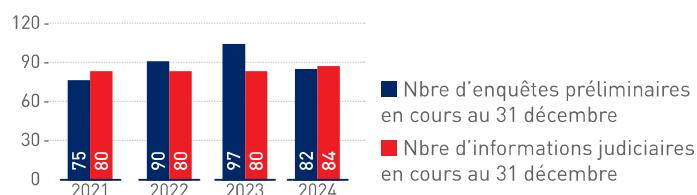
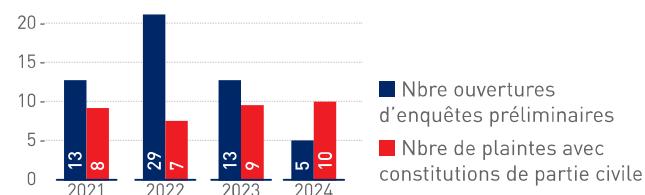


Tribunal correctionnel et tribunal pour enfants : nombre de procès et nombre de jours d'audience

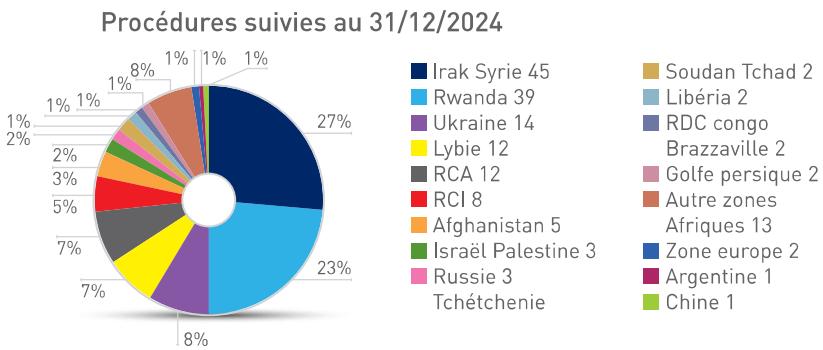
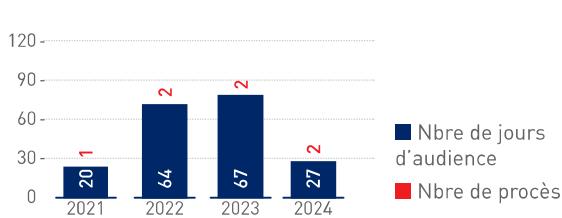


PÔLE LUTTE CONTRE LES CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ ET CRIMES DE GUERRE

Saisines PNAT dans le contentieux crimes internationaux

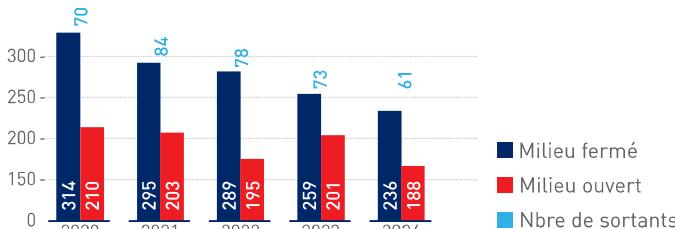


Cour d'assises en première instance, en matière de crimes internationaux

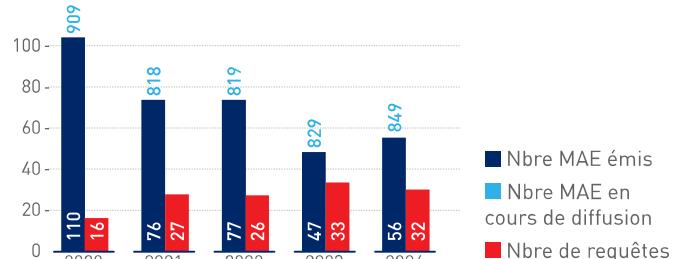


PÔLE EXÉCUTION DES PEINES

Nombre de condamnés en matière terroriste suivis et nombre de sortants de détention



Nombre de requêtes et de mandat d'arrêts européen



ACCÈS AU DROIT & À LA JUSTICE



Maisons de justice et du droit	Nombre d'unités	Nombre de personnes accueillies ou renseignées en 2023	Nombre de personnes accueillies ou renseignées en 2024
Maison de justice et du droit	3	58 108	47 752
Points d'accès aux droit	1	6 801	7 355

Service d'accueil unique du justifiable	Nombre de personnes accueillies ou renseignées
2024	98 763
2023	91 243

Aide juridictionnelle	Nombre de décisions	Délai moyen de traitement entre la fin de l'instruction et la notification
2024	37 341	9,29 jours
2023	29 454	7,18 jours

EFFECTIFS



	Effectif réel	Effectif localisé
Magistrats		
Siège	530,60	550
Parquet	359,4	372
Parquet national financier	122,2	130
Parquet national antiterroriste	20	20
	29	28
Magistrats honoraire	23	
Exerçant des fonctions juridictionnelles	20	
Exerçant des fonctions non juridictionnelles	3	
Magistrats à titre temporaire	24	
Délégués du procureur	18	
Assistants spécialisés	44	
Siège	20	
Parquet de Paris	12	
Parquet national financier	9	
Parquet national antiterroriste	3	

	Effectif réel	Effectif localisé
Attachés de justice	69	
Siège	44	
Parquet de Paris	20	
Parquet national financier	2	
Parquet national antiterroriste	3	
Assistants de justice	373	
Siège	62	
Parquet de Paris	33	
Parquet national financier	25	
Parquet national antiterroriste	1	
	3	
Greffé du siège	944	1067
Fonctionnaires	856	
Contractuels catégorie A	3	
Contractuels catégorie B	13	
Contractuels catégorie C	51	
Contractuels C justice de proximité	21	
Greffé des parquets	373	411
Fonctionnaires	335	
Contractuels catégorie A	3	
Contractuels catégorie B	13	
Contractuels catégorie C	19	
Contractuels C technique	3	
+ 8 interprètes A		

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE PARIS

Parvis du Tribunal de Paris 75859 PARIS Cedex 17 - Téléphone 01 44 32 51 51 - www.tribunal-de-paris.justice.fr/75

 Parquet de Paris  : @parquetdeparis